

Le Comité ministériel de la SADC chargé de l'alimentation, de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement.

Honorables Ministres

Objet : Lettre ouverte aux États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)

Nous, la région de l'Afrique australe et orientale de la Via Campesina, sommes membres d'un mouvement social mondial composé de différents types de producteurs : paysans, petits agriculteurs, pêcheurs et travailleurs de la pêche, peuples autochtones et traditionnels, communautés pastorales et nomades, travailleurs ruraux et de l'industrie alimentaire, sans-terre, communautés urbaines, consommateurs, jeunes et femmes.

Nous vous écrivons pour exprimer notre vive préoccupation face à de nombreuses questions liées au changement climatique et amener ainsi nos gouvernements à comprendre ces problèmes du point de vue des petits producteurs alimentaires. Puisque nous sommes ceux qui sont directement touchés par le changement climatique, nous exigeons avec force une justice climatique, pour un monde meilleur et plus propre.

Nos territoires en Afrique australe et orientale sont particulièrement menacés par les effets du changement climatique. Nous sommes confrontés à un déficit pluviométrique récurrent au cours de ces dernières années et à des types de climats devenus imprévisibles. Ces facteurs précités provoquent une pénurie généralisée de nourriture et d'eau. Les Nations Unies ont déclaré plusieurs famines ces dernières années dans de nombreux pays, notamment en Somalie, au Soudan, au Burundi et en Éthiopie. Les inondations dues aux pluies extrêmes font de nombreuses victimes et déplacent des milliers de personnes au Mozambique, au Kenya, au Malawi et au Zimbabwe. De plus, des modèles climatiques récents et des recherches émergentes suggèrent que, dans les années à venir, les températures en Afrique australe augmenteront une fois et demie plus vite que la moyenne mondiale. C'est une sombre image de l'avenir de notre région, à moins qu'une véritable action mondiale soit entreprise pour inverser les tendances actuelles.

De notre point de vue, les vraies réponses à la crise climatique que traverse le monde ne viendront pas de notre acceptation du modèle industriel de production et de consommation alimentaires. Au contraire, des solutions viendront de l'agroécologie paysanne, enracinée dans la souveraineté alimentaire. La Souveraineté alimentaire est une importante forme de résistance à un système économique qui promeut la recherche du profit au détriment de la vie. Elle défend les systèmes alimentaires locaux qui sont à la base de la création de nouveaux liens ruraux-urbains fondés sur une production agroécologique véritablement faite par les paysans, les pêcheurs artisanaux, les communautés pastorales et les agriculteurs urbains. L'agroécologie paysanne est la réponse à comment transformer et réparer notre système alimentaire et notre monde rural, et constitue une solution de base au changement climatique mondial.

Nous sommes ceux qui nourrirons nos familles, nos communautés et notre monde. Nous rejetons totalement les mécanismes basés sur le marché, et les fausses solutions, notamment

l'agriculture adaptée aux changements climatiques (CSA), REDD +, le carbone bleu et la géoingénierie, entre autres choses. Nous qualifions ces solutions de fausses parce qu'elles visent uniquement à éloigner les petits agriculteurs d'une production alimentaire diversifiée et saine vers des modèles commerciaux de monoculture, la dépendance continue aux intrants agricoles contrôlés et toxiques et la marchandisation de la nature et des services de la nature.

En réalité, de vraies solutions ont un impact positif sur la vie des personnes les plus touchées par le changement climatique.

Nous voyons un certain nombre de problèmes cruciaux dans nos régions qui doivent être abordés afin d'apporter de vraies solutions au changement climatique :

La pleine mise en œuvre de la Déclaration de Maputo est nécessaire pour la justice climatique. Cette mise en œuvre doit démocratiquement distribuer des ressources suffisantes et appropriées aux systèmes de production paysanne plutôt qu'aux organismes du secteur public qui ne sont souvent pas tenus responsables de l'utilisation de ces ressources. Les citoyens ordinaires de nos pays doivent avoir un droit de regard et de contrôle sur l'allocation du budget public.

Un domaine d'intérêt important est l'adaptation. Nous demandons à nos gouvernements d'adopter une position plus forte vis-à-vis des gouvernements du Nord et des sociétés transnationales (STN) les plus historiquement responsables des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Alors que nos communautés continuent à souffrir, nous voyons des chiens de garde entretenir un manque de transparence et une bureaucratie paralysante qui rendent le financement des projets sur les changements climatiques inaccessibles à ceux qui en ont le plus besoin.

Nous rejoignons la clameur mondiale pour dénoncer les échecs critiques de l'Accord de Paris. En ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, les contributions déterminées au niveau national (CDN) - la pierre angulaire de l'Accord de Paris - ne permettent pas de réduire suffisamment les émissions pour lutter contre le changement climatique. En fait, les CDNs actuelles nous portent au-delà de 3 degrés de la hausse de la température mondiale moyenne au-dessus des niveaux préindustriels. Cela représente plus du double des niveaux requis de 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels !

La réforme agraire dans de nombreux pays d'Afrique, y compris les exemples les plus réussis, comme le Zimbabwe, n'a pas encore atteint le niveau de la réforme agraire totale. Ces pays fonctionnent toujours dans le contexte de programmes qui ne donnent pas l'égalité de chance à la majorité de leurs citoyens. Au contraire, ils allouent de vastes surfaces de terres arables aux grands investisseurs (y compris les conglomérats miniers) qui font de fausses promesses aux populations locales, détruisent les communautés, la culture, l'environnement, les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires locaux – tout cela au nom de la maximisation du profit. C'est ce qui explique d'ailleurs la tendance croissante à l'accaparement des terres par l'agriculture contractuelle.

La centralisation et la privatisation de la propriété et de l'utilisation de l'énergie à des fins d'entreprise posent également problème : la prolifération de mégaprojets pour la production d'énergie, tels que les méga-barrages, les projets d'extraction du charbon et du gaz de schiste, ainsi que les nombreux mega-projets d'infrastructure, ne sont pas nécessaires et, en fin de compte, ne répondent pas aux besoins et aux intérêts de la majorité de nos peuples africains.

La nature multidimensionnelle de la crise liée au climat exige des efforts régionaux concertés à travers la multitude de cadres et espaces de négociation de la politique mondiale. En tant que mouvement social engagé à trouver de vraies solutions, nous regrettons que nos blocs régionaux ne puissent toujours pas agir de manière concertée et harmonisée dans les espaces pertinents (Conseil des droits de l'homme des Nations unies, CCNUCC, OMC, ARIPO) en faveur de la justice climatique et la souveraineté alimentaire.

Nous déplorons en outre que les gouvernements du Nord, les sociétés multinationales et les fondations privées se saisissent de la question de l'élaboration et de la mise en œuvre de notre politique régionale, permettant ainsi la montée de dérives autocratiques et souvent violentes de nos élites dirigeantes.

Nous croyons que les problèmes mis en évidence conduisent à un certain nombre de défis actuellement rencontrés par nos communautés en ce qui concerne l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique :

La part du budget national de nos états membres destinée à la recherche est non seulement largement insuffisante mais inappropriée, créant un espace à travers lequel s'engouffrent les partenariats public-privé qui sapent les politiques et font progresser les intérêts axés sur le profit aux dépens des communautés qu'un tel soutien est censé aider.

Une part importante de nos budgets publics est allouée à des initiatives qui aggravent ou ne parviennent pas à résoudre la crise climatique mondiale. En outre, la dépendance excessive des gouvernements africains à l'égard de l'aide étrangère, des investissements directs étrangers (IDE) et leur capitulation face aux gouvernements du Nord et à la finance internationale constituent un défi majeur. Un tel soutien s'accompagne de conditions strictes qui favorisent les intérêts multinationaux et multilatéraux. Cette dépendance, accentuée par les niveaux élevés de pauvreté dans nos régions, crée une situation où les créanciers mondiaux utilisent les dettes publiques de nos gouvernements comme levier pour les forcer à accepter et à capituler devant les caprices des gouvernements et des multinationales du Nord.

Il est dommage que de nombreux investisseurs étrangers arrivent dans nos pays sans atteindre le seuil d'éligibilité de base, choisissant de faire une "visite" aux dirigeants politiques et de prendre des décisions sérieuses sans la participation des communautés affectées, des OSC et des ministères chargés de veiller aux intérêts exclusifs de l'Etat et de sa paysannerie.

La persécution des défenseurs des droits de l'homme, y compris ceux d'entre nous qui donnent leur vie pour défendre les intérêts des paysans à travers les régions, est fondamentale pour le processus actuel de criminalisation du mode de vie paysan. L'accaparement généralisé des ressources affecte surtout les communautés paysannes. L'accaparement des ressources prend de nombreuses formes : Nous restons préoccupés par les efforts actuels pour harmoniser les lois sur les semences qui interdisent aux paysans d'échanger, de vendre et, dans certains cas, même de conserver leurs propres semences traditionnelles et indigènes. Cela appauvrit et prive davantage les paysans et la majorité des populations locales.

Le déplacement forcé des populations locales et les changements qui s'ensuivent dans les modes d'utilisation des terres compromettent gravement la résilience des communautés face au changement climatique et détruisent davantage la stabilité des systèmes de vie terrestre et la survie de l'Homme sur cette planète. Ces déplacements forcés ont un impact particulièrement sévère sur les jeunes et les femmes. Les jeunes sont forcés d'émigrer, laissant leurs communautés à la recherche d'une vie meilleure pour constater que notre société n'a pas de place pour eux. L'exploitation de la vie et du corps des femmes prend des

formes plus violentes. L'augmentation de la résistance des femmes dans notre région témoigne de l'urgence et de la gravité de la crise. Les femmes paysannes et urbaines à travers le continent sont à l'avant-garde de nos luttes.

Le manque de démocratie et de transparence en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre de divers projets liés au climat pose un problème majeur. Les informations sur les différents programmes mis en œuvre par les gouvernements et les ONG dans nos communautés ne sont pas partagées librement avec ceux qui sont directement affectés. Il y a aussi une fausse perception que la participation des grandes ONG mondiales est suffisante pour représenter la société civile dans de telles délibérations. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. La participation des organisations locales de base est essentielle. Les organisations locales doivent donc faire partie intégrante de l'identification et de la prise en compte des préoccupations climatiques de la base.

Nous, les signataires de cette lettre ouverte aux gouvernements de la SADC et de la CAE, demandons :

- La reconnaissance, adoption et promotion de l'agroécologie paysanne comme une alternative viable à l'agriculture industrielle.
- La promotion de la souveraineté alimentaire en tant que droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement rationnelles et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.
- La reconnaissance de la justice climatique comme fondement de base pour le développement et la mise en œuvre de solutions réelles au changement climatique.
- La représentation significative des femmes et des filles, des enfants, des jeunes, des personnes handicapées et des plus démunis dans les politiques et autres interventions relatives au changement climatique.
- Le rejet par nos gouvernements des fausses solutions externes, notamment l'agriculture adaptée au climat et le REDD +.
- L'engagement en faveur de réformes agraires globales et centrées sur les personnes pour l'amélioration des moyens de subsistance des petits agriculteurs dans la CAE et la SADC.
- Une augmentation des allocations budgétaires nationales des Etats membres à leurs ministères de l'agriculture, et l'allocation de ces fonds sera guidée par des décisions judicieuses ancrées dans le principe du consentement libre, préalable et éclairé des petits producteurs alimentaires. Une attention particulière devrait être accordée à la recherche de la justice pour les communautés engagées dans des accords conclus avec des investisseurs étrangers. Les accords devraient être révisés ou annulés, au besoin, pour bénéficier et protéger les communautés locales.
- Le soutien aux centres de recherche dirigés par les agriculteurs et développement de méthodes agricoles et de paquets techniques qui améliorent les solutions locales basées sur les systèmes de connaissances indigènes.
- Une intervention visant à protéger les populations locales dans les zones touchées par des activités minières destructrices.
- Des espaces pro-paysans pour la formulation de politiques participatives et la législation qui protège les droits des paysans et des communautés paysannes.

- Des programmes de formation et des programmes d'éducation agricole holistiques centralisant les systèmes de savoirs autochtones, l'agroécologie paysanne et les voies permettant d'améliorer la sécurité alimentaire avec la souveraineté alimentaire.

Nous, paysans de la Via Campesina, région de l'Afrique australe et orientale et nos alliés, exprimons notre solidarité avec toutes les luttes contre les fausses solutions proposées pour faire face au changement climatique et en faveur d'une justice climatique à travers le monde. Dans un esprit de solidarité et d'espérance avec tous les peuples de notre région, nous restons attachés à la lutte pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et les droits à nos territoires, notre culture et notre identité en tant que fondement de la justice climatique.

NOUS NOURRISSONS LES PEUPLES ET CONSTRUISONS LE MOUVEMENT POUR CHANGER LE MONDE !

GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR !

MA LUTTE EST VOTRE LUTTE ! VOTRE LUTTE EST MA LUTTE !

AMANDLA! AWETU!

HARARE le 17 mai 2018

Les Organisations signataires/les mouvements sociaux:

Les organisations souscriptrices/les mouvements sociaux :